

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16/06/2022 de l'établissement PANZANI implanté 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 NANTERRE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Compte-tenu de l'absence de suivi en service de l'ensemble des compresseurs d'air ou des groupes froids qui n'ont subi aucune opération de suivi en exploitation depuis leur mise en service et du danger que représentent ces équipements pour l'intégrité physique des personnes, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'infliger une amende administrative à l'encontre de la société Panzani conformément à l'article L. 557-58 du Code de l'environnement.

- Vérification des échéances de l'inspection périodique - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 15.I
- Vérification des échéances de la requalification périodique - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 18.I

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après [action BEICEP car l'un des points de contrôles de l'inspection porte sur un accident/incident] :

- Contrôle de la liste des appareils à pression - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 6.III - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Vérification des échéances de l'inspection périodique - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 15.I - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Vérification des échéances de la requalification périodique - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 18.I - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 24 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-  
de-Seine  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 01/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PANZANI**

29 A 31 RUE LAVOISIER  
92000 NANTERRE

Références : 31434

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement PANZANI implanté 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 NANTERRE. L'inspection a été annoncée le 03/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PANZANI
- 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 NANTERRE
- Code AIOT dans GUN : 0007405059
- Régime : Autorisation - IED
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Panzani exerce dans l'agroalimentaire. Le site de Nanterre est spécialisé dans la fabrication de pâtes alimentaires. Une partie de l'inspection portera sur le contrôle du suivi en exploitation des équipements sous pression. L'autre partie portera sur le suivi par l'exploitant de la mise en demeure par l'arrêté préfectoral n°2021-48 du 22/04/21.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Retour sur les inspections précédentes du 04/03/21 et du 20/01/22 ;
- Suivi de la mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21 ;
- Suivi en service des équipements sous pression.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Lettre de suite préfectorale
Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Amende, Lettre de suite préfectorale
Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Amende , Lettre de suite préfectorale
Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	/	Lettre de suite préfectorale
Foudre	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 4	/	Lettre de suite préfectorale

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4 .2.1	/	Sans objet
Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 2	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 3	/	Sans objet
Foudre	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 4	/	Sans objet
Risque incendie	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 5	/	Sans objet
Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 1	/	Sans objet
Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé quatre non-conformités qui concernent l'absence de suivi d'une partie des équipements sous pression en exploitation. L'inspection des installations classées propose d'infliger une amende administrative d'un montant de 6000 EUR à l'encontre de la société Panzani conformément à l'article L. 557-58 1° du code de l'environnement. Enfin, l'inspection constate que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21 a été suivi d'effet et propose au préfet la levée de cette mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4 .2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p> <p>Contrairement à l'article 4.2.1 de l'arrêté Préfectoral du 24/07/2007 l'exploitant a déversé des effluents aqueux directement dans le milieu naturel et en dehors des limites de propriété du site (chemin de halage puis Seine). Durant la durée des travaux, puis pendant une durée de 15 jours suivant leur fin, l'exploitant devra s'assurer par tous moyens à sa disposition que la pompe fonctionne. Un compte-rendu des rondes effectuées ainsi que les modifications réalisées pour éviter les dysfonctionnement devra être transmis à l'inspection à l'issue de ce délai. Il devra tenir informée l'inspection de la fin des travaux. Enfin l'exploitant devra transmettre à l'inspection une fiche accident / incident du BARPI téléchargeable à l'adresse suivante : <a href="https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/">https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</a></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en date du 02/06/22 la fiche accident / incendie du 21/01/22. Cette fiche récapitule les circonstances de l'incident et les actions correctives mises en place par l'exploitant. Selon l'exploitant, l'écoulement aqueux résulte d'une disjonction intempestive et répétée d'une pompe de relevage. L'entreprise en charge de la maintenance est intervenue le soir même, en changeant la pompe, les disjoncteurs et les câbles mais l'événement a perduré. Les contacteurs ont été remplacés à leur tour. L'alimentation électrique n'était plus défailante et aucune disjonction n'a été observée depuis le 21/01.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le délai indiqué à l'article 1 [6 mois] du présent arrêté, le responsable des installations devra mettre en oeuvre les opérations nécessaires afin que les installations électriques du site ne puissent être à l'origine de risques d'incendie ou d'explosion. Contrairement à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2007, les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état. L'exploitant devra prendre des actions correctives afin de réduire le nombre de non-conformités électriques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérifications des installations électriques des années 2021 et 2020. Par rapport à 2021, le nombre de non-conformités relevées a diminué en passant de huit à six. Le rapport de 2021 montre également que le nombre de non-conformités relevées en 2019 a diminué de six. L'exploitant devra mener des actions concernant les non-conformités maintenues. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection. L'inspection des installations classées considère que l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21 a été suivi d'effet.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission NOx
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrairement à l'article 6.2.4 de l'annexe I de l'arrêté du 03 août 2018, l'exploitant ne respecte pas les valeurs de limites d'émissions en NOx. Il devra réaliser des actions correctives sur les chaudières.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé des travaux de mise en conformité des deux chaudières d'une puissance respective de 3MW et 4MW au mois d'octobre 2021 et ont duré six semaines. Les dernières mesures de concentration en NOx ont été réalisées le 11/05/22 par l'opérateur Engie, et sont respectivement de 65 et 69 mg/m3 pour une valeur réglementaire de 150 mg/m3. L'inspection des installations classées considère que l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21 a été suivi d'effet.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux de mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrairement à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, l'exploitant n'a pas réalisé les travaux de remise en état sur les dispositifs de protection contre la foudre.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mandaté la société Actenium pour réaliser les travaux de mise en conformité du système de protection contre la foudre. L'intervention s'est déroulée entre le 26/06/21 et le 02/07/21. Le rapport de vérification de l'Apave du 07/06/22 relatif au contrôle de conformité du dispositif de protection contre la foudre conclut que trois non conformités restent à solder. Des travaux nécessitant une coupure totale de l'alimentation et la mise à l'arrêt de l'usine sont prévus le 20/08/22. L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de contre visite de l'APAVE.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mure coupe-feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2007, les deux cellules de l'entrepôt doivent être séparées par un mur coupe feu 2 heures. L'exploitant doit réaliser les réparations des impacts présents sur la paroi afin de conserver le degré coupe-feu 2 heures du mur.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les impacts sur le mur coupe feu 2 heures séparant les deux cellules de l'entrepôt avait été comblés. L'inspection considère que l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21 a été suivi d'effet.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra vérifier chaque année la quantité de déchets dangereux évacués et effectuer une déclaration sous GEREP en cas de dépassement du seuil de deux tonnes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a bien fait une déclaration de l'ensemble de ses émissions polluantes sur l'application GEREP mais concernant les déchets dangereux ou non dangereux, il ne dépasse pas les seuils de déclaration qui sont respectivement de 2t et 2000 t/an.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de ladernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents charges de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Contrairement à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/17, l'exploitant ne tient pas à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage qui indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique. L'exploitant devra mettre en conformité sa liste des équipements sous pression.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la chaudière n°1 (F2940) a subi une requalification périodique le 18/10/21 par l'organisme habilité Apave. Le résultat est satisfaisant. L'attestation est datée et signée par l'opérateur. La requalification périodique vaut inspection inspection périodique réglementaire.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que contrairement aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20/11/17, l'exploitant n'assure aucun suivi de l'ensemble des compresseurs d'air. En particulier, le compresseur d'air n°3 (26778) n'a subi aucune inspection périodique depuis sa mise en service en 2010. L'inspection des installations classées propose au préfet d'infliger à l'encontre de la société Panzani une amende administrative d'un montant de 6000 EUR conformément à l'article L. 557-58 1° du code de l'environnement.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende, Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Analyse du compte rendu de requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'organisme habilité a émis une attestation permettant d'identifier la chaudière n°3 (F2940) datée et signée le 17/02/22 par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. L'intervention a eu lieu le 18/10/21. Le résultat est satisfaisant.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification des échéances de la requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :  <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul> Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la chaudière n°1 (F2940) a subi une requalification périodique le 18/10/21 par l'organisme habilité Apave. Le résultat est satisfaisant. L'attestation est datée et signée par l'opérateur. La requalification périodique vaut inspection périodique réglementaire. L'échéance réglementaire de 10 ans est respectée.  L'inspection des installations classées constate que contrairement à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20/11/17, l'exploitant n'assure aucun suivi de l'ensemble des compresseurs d'air. En particulier, le compresseur d'air n°3 (26778) mis en service en 2010 n'a subi aucune inspection ou requalification périodique depuis sa mise en service. L'exploitant devra régulariser la situation.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende, Lettre de suite préfectorale,

**Nom du point de contrôle : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les équipements sélectionnés par l'inspection, le compresseur d'air n°3 et la chaudière n° 1 sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par l'arrêté ministériel.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la chaudière est équipée d'une soupape de sécurité, d'un pressostat et d'un thermostat. La soupape de la chaudière était visible mais inaccessible. Le compresseur d'air est équipé d'une soupape de sécurité réglée sur 10 bars ce qui est inférieur à la pression maximale admissible de l'équipement égale à 16 bars.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".  Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la chaudière contrôlée dispose bien, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, du marquage témoignant de la dernière requalification périodique, datée du 18/10/21. Ce marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement.  Contrairement à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 20/11/17, l'inspection des installations classées constate qu'il n'existe aucun marquage de ce type sur le compresseur d'air n°3, ce qui confirme qu'aucun suivi n'a été réalisé depuis la mise en service de l'équipement. L'exploitant devra régulariser la situation.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale